

LE CANADA

Publié par la Cie. d'Imp. d'Ottawa.

EDITION QUOTIDIENNE

OSCAR McDONELL, Directeur.

9ème ANNEE, No. 220.

OTTAWA, JEUDI 5 JANVIER 1888.

LE NUMERO : 2 CENTS.

LE CANADA

FONDÉ EN 1879

Prix de l'abonnement

EDITION QUOTIDIENNE

Un an, pour la ville.....\$4.00.

EDITION HEBDOMADAIRE

Un an.....\$1.00.

Invariablement payable d'avance.

Toutes lettres, correspondances etc. etc.

doivent être adressées à

OSCAR McDONELL

OTTAWA, ONT.

BUREAUX ET ATELIERS

118 rue St. Patrick

414 et 416 rue Sussex.

LE CANADA

Ottawa, 5 Janv. 1888

Vu la fête de l'Épiphanie, Le Ca-

na ne paraîtra pas demain.

"L'Electeur", organe de M. Mer-

cier, commence à préparer ses lec-

teurs pour leur faire goûter l'em-

prunt de 4 pour cent que son chef

va négocier à New-York, vu l'échec

subi dans sa tentative d'emprunter

à 3½ pour cent.

On communique maintenant en

chemin de fer de Nico et à Drum-

mondville, et l'on en fera bientôt

autant de Fraserville (rivière de

Loop) à Edmondston, dans le Nou-

veau-Brunswick.

Les officiers de l'armée du salut,

arrivés dernièrement à Québec sous

accusation d'être une nuisance pu-

blique, subiront leur procès, le 10

avril prochain, devant le juge de

banque de la reine. Il est entendu

que l'armée du salut ne paraîtra pas

à Québec d'ici à ce procès.

"Le Journal de Québec" est entré

dans sa quarante-cinquième année

d'existence, le 1er janvier. Nous

offrons à notre confrère nos félici-

tations et nos meilleurs souhaits. Le

même "Journal" laisse entrevoir

que la grève des typographes de

Québec, si ceux-ci persistent dans

leurs exigences, pourraient le forcer

de suspendre temporairement sa pu-

blication. Il prétend que les typ-

ographes n'ont pas en général raison

de se plaindre, et qu'ils pourraient

être les premiers à souffrir de leur

grève.

La cession anticipée de la ferme

Logan, et qui sera appelée à l'avenir

"Parc Logan", par le gouvernement

fédéral à la corporation de Montréal,

contribuera tout probablement,

croit-on, à l'amélioration de l'extré-

mité-est de cette ville. Il est pro-

bable que la ville garantira au gou-

vernement de faire une dépense de

\$25,000 en améliorations, durant

les cinq premières années de pos-

session de cette ferme. C'est en

conséquence une dépense annuelle

de \$5,000.

On s'attend que de \$50,000 à

\$100,000 seront dépensés avant que

le "Parc Logan" soit terminé.

Le chemin de fer de Québec,

Montmorency et Charlevoix, sur la

rive nord du St. Laurent, sera com-

mencé le printemps prochain. L'en-

trepeneur est M. Beemer, ce qui

construit à l'heure une dépense de

\$25,000.

lors des dernières élections, et qui

pose un des mieux sous les dehors

du patriotisme et du désintéresse-

ment. Cet avocat se montrera en-

core sur les hustings, et il est bon

de connaître le poids de ses convic-

tions.

Un des principaux témoins enten-

dus dans la contestation de Russell,

M. Bates, a déclaré que ce Tremblay

avait reçu \$250 pour ses discours

en faveur de M. Edwards.

M. Bates est un riche marchand

d'Ottawa, qui a pris une part active

à l'élection de Russell pour M. Ed-

wards, et sa déclaration, relative à

ces \$250, est revêtue de la solennité

du serment. C'est donc un fait

établi.

M. Tremblay peut avoir le droit

d'exiger \$250 pour parler dans une

élection. Il peut dire : je ne suis

pas obligé de travailler pour rien ;

mais on pourra lui rétorquer une

prochaine fois que son éloquence

ressemble un peu à une marchandise,

que s'achète, ou se vend.

Nous n'accusons pas M. Tremblay

de s'être vendu, mais le peuple, qui

connaît maintenant le prix de ses

discours, sera bien libre de peser

de nouveau ceux-ci à leur juste va-

leur.

On lui demandera, quand il se

montrera de nouveau sur un hust-

ing, s'il a reçu \$250 pour l'expres-

sion de ses convictions politiques.

Nous est avis que son éloquence

perdra à l'avenir beaucoup de sa

force persuasive.

UN NOUVEAU MARCHÉ DE 60

MILLIONS D'AMÈRES

Les partisans de l'union commer-

ciale avec les Etats-Unis croient

être armés d'un argument sans pa-

reil quand ils nous disent qu'une

telle union ouvrirait aux produits

canadiens un nouveau marché de

60 millions de consommateurs. Ce-

pendant, rien n'est plus vide que

cet argument. Cette raison vau-

drat quelque chose, si les Etats-

Unis étaient un pauvre pays ne pro-

duisant pas assez pour lui-même.

Mais nos voisins ne se trouvent pas

dans cette position. Ils produisent,

au contraire, bien plus que leur be-

soin, et peuvent se passer de nous.

En 1886, ils ont exporté 94 mil-

lions de livres de bœuf frais, 35

millions de livres de bœuf salé, et

six ou sept millions de livres d'au-

tres viandes sous forme de jambon,

porc salé, saindoux, porc frais, bœuf

en conserves, volailles, gibier, fro-

mage, beurre, etc.

Assurément, les Etats-Unis n'ont

pas besoin de nos provisions, puis-

qu'ils pourraient nous nourrir, eux

mêmes, sans se gêner.

Et nos voisins n'ont pas que cette

classe de produits à exporter. Ils

exportent aussi des céréales en im-

menses quantités.

Ils n'ont besoin ni de notre blé,

ni de notre avoine, ni de nos

autres céréales. Et nous pourrions

en dire autant en matière de pro-

duits manufacturés, qui encombrent

leur propre marché.

A qui donc se réduit pour nous

ce fameux marché de 60,000,000

de consommateurs, qui nous serait

ouvert par une union commerciale

avec les Etats-Unis?

Nos produits trouveraient chez

nos voisins, sous une telle union,

une concurrence ruineuse, et cette

concurrence s'étendrait jusque sur

le marché canadien.

LES COMPAGNIES DE PRÊT

"Le prix courant", de Montréal,

parle des compagnies de prêt d'On-

tawa, qu'il trouve très prospères et

s'exprime comme suit à l'égard de

celles qui opèrent à Montréal.

"Il fut un temps, dit-il, où la

ville de Montréal aurait pu

rivaliser avec cette richesse du

crédit Haut-Canadien mais nos

sociétés de construction, la plu-

part entre des mains mal habiles

— quelques-unes entre des mains

malhonnêtes — n'ont pu résister à

la crise qui a sévi depuis 1874 jusqu'à

1879. A peine s'il en reste aujour-

d'hui une ou deux qui aient encore

quelque vitalité ; le reste a disparu

runant à la fois les actionnaires et

les emprunteurs, et, grâce à l'impré-

voyance de leur direction, se terminant

par une banqueroute désastreuse."

BENJAMIN SOLTÉ.

Quant aux compagnies de prêt

d'Ontario, "Le prix courant" attribue

leur prospérité au fait que la crise a

été moins aiguë, que l'engouement,

le "boom" a été moins fort, que

les sociétés de construction ont non-

seulement survécu à la crise com-

merciale de 1875-79, mais prospéré

d'une façon vraiment remarquable

depuis cette époque.

LE DUC DE BASSANO

(Suite)

IX

Quand l'armée pénétra en Russie,

le quartier général français occupa

la ville de Wilna, de l'autre côté de

la Prusse, ayant à sa tête le duc de

Bassano. C'était Paris transporté

au nord. Les représentants des

puissances alliées de l'empire s'y

étaient donné rendez-vous et compo-

saient une cour dont le ministre des

affaires étrangères était le pivot.

Toutes les communications de l'em-

pereur et des cabinets aboutissaient

à sa personne. Sa qualité civile se

doublait d'attributions de l'ordre

purement militaire, et il était hom-

me à porter ce lourd fardeau. L'or-

ganisation du duché de Pologne, le

maintien des relations avec l'Au-

triche, la Prusse et le reste de l'Al-

lemagne l'occupaient conjointement

avec l'envoi des troupes et l'expédi-

tion des subsistances. Il veillait sur

les dernières de l'armée qui de jour

en jour et de victoire en victoire, s'en

fonçait plus avant vers Moscou. A

force d'application et de dévouement,

le duc de Bassano était parvenu à

comprendre la grande guerre. M.

Thiers lui rend cette justice. On

ne saurait douter de ses aptitudes,

quand on voit Napoléon le conserver

dans ce poste, et même, par la suite,

condamner de manière à lui laisser

une initiative écrasante pour un

ministre moins capable.

Mais voici les revers qui se font

sentir.

"L'entree à Moscou (14 septem-

bre), connue le 20 à Wilna, dit le

baron Ernout, y excita un redouble-

ment d'enthousiasme..... La ville

entière retentissait d'acclamations

joyeuses. Le duc de Bassano s'em-

pressa d'annoncer à l'Europe entière

cette grande nouvelle..... Néanmoins,

dans une fête donnée le 21, on lui

trouva l'air inquiet, paillard. Tout à

coup, il disparut ; les danois cessè-

rent..... On venait d'apprendre le dé-

sastre de la Bérésina !

Un billet de l'empereur lui était

parvenu :

"Je viens de passer la Bérésina....

Le froid est très-considérable ; l'ar-

mée est excessivement fatiguée. Je

ne perds pas un moment pour nous

rapprocher de Wilna, afin de nous

remettre un peu....."

Le 2 décembre, une nouvelle let-

tre de l'empereur, datée du 29 No-

vembre, lui fournissait d'autres dé-

tails : "L'armée est nombreuse,

mais débâchée d'une manière affre-

use. Il faut quinze jours pour les

remettre aux trapeaux, et quinze

jours où pourra-t-on les avoir ? Le

froid, les privations ont débâché

cette armée. Nous serons sur Wil-

na ; pourrions-nous y tenir ? Oui, si

l'on peut y tenir les huit jours ; mais

si l'on est attardé huit premiers

jours, il est douteux que nous puis-

sons rester là. Des vivres ! Des vi-

vières ! Des vivres ! sans cela il n'y

a pas d'horreur auxquelles cette

masse indisciplinée ne se porte con-

tre cette ville. Peut-être cette armée

ne pourra-t-elle se rallier que der-

rière le Niémen. Dans cet état de

chose, il est possible que je crois

ma présence à Paris nécessaire pour

la France, pour l'empire, pour l'ar-

mée même. Dites-m'en votre avis....

Je désire bien qu'il n'y ait aucun

agent étranger à Wilna ; l'armée

n'est pas belle à montrer aujour-